

Espagne

Jorge Fonseca : « La BCE doit cesser d'être l'outil des banques, elle agit contre l'Europe »

Jorge Fonseca, économiste, membre du groupe économique constitué par les Indignés, explique le sens de leur plainte contre Bankia et analyse la crise qui secoue le pays.

Envoyé spécial. Pour quelle raison cette plainte des Indignés contre la direction de Bankia, la banque espagnole qui regroupe plusieurs caisses d'épargne, actuellement en faillite et qui vient d'être sauvée par l'intervention de l'État ?

Jorge Fonseca. Nous voulons que soient jugés tous ces criminels. La politique de coupes budgétaires et sociales provoque des souffrances, du désespoir et même des suicides. Les dirigeants de Bankia, d'autres également, sont responsables de cette situation. La plainte vise l'équipe dirigeante autour de Rodrigo Rato, l'ancien président de Bankia, ancien ministre de l'Économie du gouvernement du Partido Popular (droite) d'Aznar, ancien directeur général du Fonds monétaire international. Ce sont des gens très représentatifs du système financier.

Qu'en attendez-vous ?

Jorge Fonseca. Elle ne va pas régler nos problèmes. Elle est dans l'esprit de l'action du mouvement social qui veut désigner clairement à l'opinion les grands responsables de la grave situation vécue par les travailleurs.

Quelle est votre appréciation du plan européen de sauvetage des banques espagnoles ?

Jorge Fonseca. Le plan de sauvetage européen, c'est le mécanisme par lequel ils veulent transformer la dette privée en dette publique car il est impossible que les banques espagnoles puissent rembourser une somme pareille. L'essentiel de la dette publique actuelle a d'ailleurs été créé pour favoriser les banques. En 2007, celle de l'Espagne était de 36 % du PIB et nous avions un excédent budgétaire supérieur de 2 %. Aujourd'hui, elle est de 72 % et le déficit d'environ 9 %. La politique de baisse de la dépense publique et sociale engagée au niveau européen vise à permettre aux banques allemandes et françaises de se désengager de Grèce, d'Espagne, des pays dits « périphériques ». On assiste à l'heure actuelle à un important reflux de capitaux de ces pays, leur dette devenant de plus en plus une dette nationale.

À qui, au sein de la construction européenne, cette politique bénéficie-t-elle ?

Jorge Fonseca. Derrière ces décisions, il y a la volonté de l'Allemagne de poursuivre une politique de l'euro fort, au sens d'un taux de change élevé. Cela lui permet notamment d'investir en Chine à moindre coût afin d'exploiter une main-

d'œuvre quasiment esclave, en délocalisant des productions d'Europe afin de réimporter en pratiquant un dumping social. J'insiste sur la complicité de cette politique avec le régime chinois. En même temps, la Chine investit beaucoup dans les entreprises moyennes allemandes.

Ce sont des investissements peu importants.

Jorge Fonseca. Mais ils progressent très fortement. Cette stratégie porte tort aux travailleurs du sud de l'Europe œuvrant dans des activités à plus faible valeur ajoutée, l'Allemagne concentrant pour sa part des productions à valeur ajoutée élevée. L'euro « fort » lui a permis en outre de tirer parti de l'endettement du Sud européen. Les banques allemandes ont massivement prêté à l'économie espagnole. Le mécanisme a ainsi été engagé : ces banques allemandes se sont endettées en dollar et ont prêté aux pays du Sud européen en euro. Le dollar baissant par rapport à l'euro, elles ont pu de cette façon réaliser d'énormes profits.

Faut-il alors sortir de l'euro ou le changer ?

Jorge Fonseca. La sortie de l'euro n'est pas la solution. La vraie question est de savoir qui va gérer cela. La même mafia que celle qui aujourd'hui tire parti de l'euro ? Que ce soit avec l'euro ou la peseta, ces gens-là feraient payer la crise aux travailleurs. La question n'est pas oui ou non à l'euro, mais que, dans ou hors de l'euro, la dette ne peut pas être remboursée et ne doit pas l'être car, pour la plus grande part, elle est illégitime.

Ne doit-on pas changer l'orientation de la Banque centrale européenne (BCE) ?

Jorge Fonseca. La BCE doit cesser d'être l'outil des banques, elle agit contre l'Europe, elle a une responsabilité essentielle dans la crise. Il faut la démocratiser, en finir avec sa prétendue indépendance. Elle doit aider à sortir de la crise. Mais si l'on ne mesure pas que cette dette est illégitime, qu'elle ne doit pas être payée, sinon par les banques, on ne s'en sortira pas.

Entretien réalisé par P. I.